

Je suis persuadé que cette région prendra de l'essor, et je sais que mon honorable ami le pense aussi. Je crois que nous sommes en mesure de répondre aux exigences du transport d'une très grande quantité de marchandises dans cette région.

* * *

L'AGRICULTURE

LES POMMES DE TERRE—CRÉATION D'UN OFFICE RÉGIONAL DE COMMERCIALISATION DANS LES MARITIMES

L'hon. Hugh John Flemming (Carleton-Charlotte): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture mais, en son absence, je la poserai au premier ministre. Peut-il nous dire si le gouvernement envisage de présenter un bill prévoyant la création d'un office régional de commercialisation des pommes de terre dans les Maritimes?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Je n'en ai pas la moindre idée, monsieur l'Orateur.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LA CONSIDÉRATION D'ACCORDS ENTRE LES PROVINCES DE L'ATLANTIQUE ET LES ÉTATS DE LA NOUVELLE-ANGLETERRE

M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au premier ministre une question relative à un discours qu'il a prononcé hier soir à Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, et où il a évoqué le rôle important qu'auraient à jouer les provinces de l'Atlantique dans la poursuite ou l'augmentation du commerce canado-américain. Le gouvernement est-il disposé à envisager la signature d'accords entre les provinces de l'Atlantique et les États de la Nouvelle-Angleterre?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur.

* * *

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

LA SITUATION DES ANCIENS EMPLOYÉS DES FOURNISSEURS DE PIÈCES CANADIENS

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Travail. Étant donné que les constructeurs d'automobiles continuent à réduire le nombre de leurs fournisseurs canadiens et que, dans certains cas, ils fabriquent maintenant eux-mêmes les pièces nécessaires, qu'advient-il des anciens employés des usines qui ferment leurs portes?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, c'est là une question judiciaire, mais je me demande si elle a été adressée au bon ministre. Ces travailleurs sont employés dans d'autres usines, ou demeurent sans travail.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Mackasey: Si le député veut parler de l'ensemble du problème de la fermeture des usines canadiennes provoquée par des décisions prises à l'extérieur du pays, il s'agit d'un problème que le ministre responsable devrait surveiller étroitement en ce qui concerne les mar-

chés et sociétés à caractère international; en fait, cette question est étudiée à fond.

M. l'Orateur: A l'ordre. Les députés se rendront compte que j'essaie de limiter le nombre des questions supplémentaires afin de satisfaire le plus grand nombre possible de députés avant la fin de la période des questions orales. Je m'excuse auprès de ceux qui n'ont pu poser de questions supplémentaires.

* * *

LES TRANSPORTS

LA VENTE POSSIBLE DE PNEUS D'AUTOMOBILE INFÉRIEURS

M. Cliff Downey (Battle River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Consommation et des Corporations. Aux États-Unis, les pneus d'automobile inférieurs aux normes sont rejetés par l'industrie et commercialisés pour utilisation agricole seulement, mais on constate qu'ils parviennent sur le marché des pneus d'automobile. Y a-t-il lieu de croire que la même situation existe au Canada?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Monsieur l'Orateur, je consulterai mon collègue le ministre des Transports, qui est comptable de l'administration du règlement sur la sécurité des pneus.

* * *

LES PÉNITENCIERS

LE TRANSFERT DES DÉTENUS DE MATSQUI À KINGSTON

M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre qui répond au nom du solliciteur général. Vu que le rapport sur la situation de la femme traite de la nécessité de décentraliser les institutions pénales pour les femmes, le gouvernement songe-t-il à revenir sur sa décision de fermer l'institution de Matsqui, en Colombie-Britannique, et de transférer les détenues à Kingston?

M. l'Orateur: Je crois que la question devrait être inscrite au *Feuilleton* ou être débattue au moment de l'ajournement.

* * *

LA SÉCURITÉ NATIONALE

LES RUMEURS DE CAMPS D'ENTRAÎNEMENT À LA GUÉRILLA AU QUÉBEC

M. P. V. Noble (Grey-Simcoe): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au solliciteur général suppléant. Le gouvernement a-t-il pu découvrir l'un des camps d'entraînement à la guérilla qui sont installés, prétend-on, dans l'arrière-pays québécois? Si oui, a-t-on pris les mesures nécessaires et a-t-on procédé à des arrestations?

M. l'Orateur: A l'ordre. Il semble que le ministre ne soit pas disposé à répondre. La période des questions est terminée depuis quelques minutes. Passons à l'ordre du jour.